

EXTRAIT DES DÉLIBÉRATIONS de la RÉUNION du CONSEIL MUNICIPAL du 12 AVRIL 2024

L'An Deux Mille Vingt Quatre, le DOUZE du mois d'AVRIL à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique et ordinaire sous la présidence de Madame BLIN Marie-Annick, 1<sup>ère</sup> adjointe au maire de la commune.

Conformément à l'article L. 2121-15 du C.G.C.T., Madame DHAILLY Karine est nommée secrétaire de séance.

Membres présents: MM. & Mmes BLIN Marie-Annick – BARBIER Stéphane – CANIVET Aurélie – DESREUMAUX Gaëtan - DHAILLY Karine - GAUDECHON Ludovic - TOUZÉ Roland

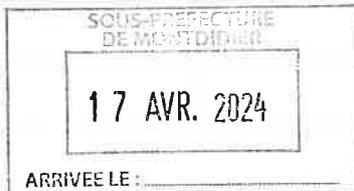
Délibération n° 19/04/2024 - Vote des subventions de 2024

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29,

Entendu le rapport de présentation du budget primitif de 2024,

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, d'allouer les subventions en 2024 de la façon suivante :

| Organismes - associations                     | Montant  |
|---|----------|
| Comité des fêtes                              | 1.600€00 |
| La Clique du Plessier                         | 170€00   |
| ACPG (Anciens combattants)                    | 80€00    |
| Ape Collège Jean Moulin de MOREUIL            | 80€00    |
| Société de chasse de LA NEUVILLE-SIRE-BERNARD | 260€00   |
| Association des parents d'élèves de l'Avre    | 100€00   |
| Le Souvenir Français                          | 60€00    |
| USL Pierrepont-sur-Avre Tennis                | 200€00   |
| Coopérative scolaire                          | 400€00   |



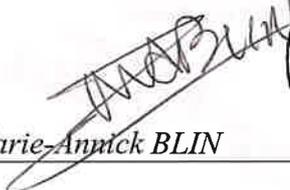
Fait et délibéré en séance ordinaire, les jour, mois et an susdits,

Et ont signé les Membres présents,

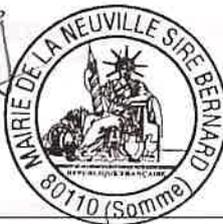
Pour copie conforme,

LA NEUVILLE-SIRE-BERNARD, le 15/04/2024

La 1<sup>ère</sup> adjointe au maire



Marie-Annick BLIN



La secrétaire de séance,



Karine DHAILLY

Publiée le 15/04/2024

Transmise au représentant de l'État le 15/04/2024

Monsieur le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.